

RENCONTRE ENTRE LA POPULATION DE LOON-PLAGE ET LES AUTORITÉS D'ÉTAT (préfet délégué à la sécurité et à la défense de la zone Nord et sous-préfet de Dunkerque).

28 avril 2025, salle Coluche à Loon-plage.

Face aux conditions de survie indignes des exilés, que nous connaissons bien, cette réunion a montré :

- une population excédée par la proximité des exilés, ressentis comme source d'insécurité,
- des autorités d'Etat impuissantes, mais obligées de faire un rappel à la loi et au respect de la personne humaine.

Tout cela laisse craindre une accélération de la montée de l'extrême droite sur le terrain et dans les urnes...

COMPTE RENDU DE LA RÉUNION PAR UN BÉNÉVOLE DE SALAM, PRÉSENT.

L'ambiance était assez inquiétante...

Beaucoup de monde, 400 à 450 personnes, des gens debout faute de place. Des CRS sont bien visibles à l'entrée de la salle.

18h00, sont présents sur l'estrade M. Rommel maire de Loon-Plage qui pilotera la réunion, le Sous Préfet de Dunkerque, M. Loiseau, et le Préfet délégué à la sécurité et à la défense de la zone Nord, M. Lagoguey, (arrivé en provenance de la Seine Saint Denis en novembre 2024).

M. Rommel dans son propos liminaire précise que cette réunion a lieu à son initiative, qu'elle est la première de ce type mettant face à face sur le problème migratoire des représentants de l'Etat et des citoyens riverains des camps. Il salue les maires de Gravelines, de Mardyck ainsi que M. Allaert Commissaire de Dunkerque et M. Pidoux Directeur général des services de la CUD.

Il rappelle qu'il a rejoint il y a peu le groupement des maires du littoral (il est le seul du dunkerquois à ce jour) pour essayer de faire pression sur le ministère de l'Intérieur.

Il insiste (lourdement) sur le fait que cette réunion est une initiative loonoise, à destination des loonois pour trouver des solutions pour les loonois et que les non loonois sont juste tolérés.

Ses propos sont assez brutaux puisqu'il parle « d'invasion », terme qu'il dira plus tard utiliser comme porte parole de sa population sans adhérer lui-même à ce qu'il représente. Il parle d'insécurité grandissante, de dégâts environnementaux, des problèmes d'hygiène, de nuisances diverses dans les rues, les abris bus ou dans les transports en commun. Il parle d'une population de Loon-Plage aux abois et très inquiète et de rumeurs qui courent.

Il regrette une situation qui a empiré du fait de déboisements et de l'implantation de zone grillagées par l'État, déplaçant de ce fait et de façon prévisible les problèmes vers Loon-Plage.

Les deux représentants de l'État disent s'inscrire dans une nouvelle démarche de proximité pour écouter et donc agir au mieux, de modestie car ils n'ont pas un objectif de résultats mais...de moyens et qu'ils sont face à un problème géopolitique bien ancien et pour le

moment insoluble, et de vérité car la France est un État de droit tenu par des règles et des procédures à respecter et des engagements et traités internationaux.

Dès le début des questions et témoignages, on sent une population excédée, traversée par un fort sentiment d'abandon. Le décalage entre le sentiment d'insécurité ressenti par les riverains et ce que nous vivons sur le camp lors des distributions est flagrant.

Les habitants de Loon-Plage, pour un certain nombre, ne sont pas ou ne sont plus en capacité d'avoir de l'empathie pour les exilés.

Des témoignages précis et parfois poignants renforcent ce sentiment et les gens s'empêchent ou s'interdisent... de laisser leurs ados prendre le bus ou le train, de les laisser aller seuls à des activités sportives, de se promener, d'utiliser les pistes cyclables, de faire son jogging ou de promener son chien...

Des règlements de compte entre passeurs ou des installations de tentes avec des nuisances à proximité des habitations sont relatés comme très traumatisants.

Les doléances des habitants s'étendent de la dégradation de leur environnement proche, des espaces verts, aux déchets parsemés et disséminés à la gêne et aux humiliations subies réciproquement quand on croise un exilé n'ayant pas de toilettes à disposition.

En fonction des interventions, on ressent une assistance clivée mais plus préoccupée par la présence au quotidien des exilés et les nuisances induites que par les conditions inhumaines de survie subie par ceux-ci.

Difficile d'intervenir pour les quelques personnes qui ont osées parler d'un devoir d'humanité et de la dure condition d'exilé sur le littoral.

Paradoxalement le Préfet et le Sous-Préfet ont dû être des éléments modérateurs en rappelant que bien que représentants de la force publique, il y avait des procédures à respecter et que de par son histoire et son rayonnement la France avait des devoirs en matière de respect de la personne humaine...

Ils font de la lutte contre les passeurs et les filières (mafias) leur priorité absolue tout en reconnaissant que le dunkerquois et Loon-Plage en particulier, se trouvaient au bout du chemin des exilés et quoi qu'on leur propose (CAES par exemple) les exilés sont décidés à passer coûte que coûte et que leur détermination est immense.

Harceler les passeurs et rendre le passage par le camp de Loon-Plage compliqué stratégiquement, et donc économiquement risqué pour les passeurs, est leur but quitte à déplacer le problème un peu plus loin sur le littoral.

Le dunkerquois est actuellement sur un pic de fréquentation avec en plus des familles avec enfants de tout âge.

Les représentants de l'Etat assurent que les moyens humains et matériels sont bien financés par les Anglais mais reconnaissent qu'ils ne sont pas infinis et qu'ils doivent faire des choix et cibler leur déploiement en fonction des priorités du moment.

Pour répondre à la population loonoise, des moyens supplémentaires vont être déployés (police, police des transports, brigades). Les actions de la CUD (bennes, ramassage des ordures) sont également financées par les Anglais (fonds Saunders) et donc pérennisées (intervention de M. Pidoux).

M. Allaert commissaire a pris note de quelques endroits plus sensibles sur la commune.

Il n'a pratiquement pas été question des associations sauf une intervention très calme posée mais parfois chahutée du représentant de La Ligue des Droits de l'Homme appelant au devoir d'humanité et aux droits à respecter pour les plus défavorisés.

Ce n'était ni le moment ni le lieu vu le contexte et il est bien dommage qu'une intervention contre productrice d'un "militant" X personnalisant et radicalisant les choses et surtout tapant à côté du sujet ait braqué une bonne partie de l'assemblée. Ceci ne servira pas la cause des associations...

Le Préfet et le Sous Préfet reconnaissent également un désaccord avec les élus du littoral qui souhaitent que l'Etat laisse enfin traverser les exilés. Un projet de réadmission avec la mise en place d'une voie légale de passage est en discussion avec la Grande Bretagne mais elle n'en est qu'à l'état d'ébauche.

Les accords du Touquet semblent gravés dans le marbre et donc intangibles. Ils restent la règle pure et dure.

En conclusion, le dialogue a existé mais il n'a pas débouché pour les habitants de Loon-Plage sur des avancées très concrètes. Ils auront été écoutés mais ne repartiront pas beaucoup plus rassurés.

Les exilés ne seront pas mieux traités car forcément indésirables partout... et donc souhaités sur le départ le plus vite possible tout en étant empêchés de partir !!! Surtout pas de bonnes conditions d'accueil pour éviter un éventuel appel d'air !

M. Loiseau a rappelé en conclusion qu'il ne fallait surtout pas opposer les souffrances.

Loon-Plage donne l'impression d'être une poudrière prête à s'enflammer et à la merci du moindre incident ou de la moindre rumeur et... dans les urnes, le terreau cultivé par le statu quo et l'incapacité de l'Etat à trouver une solution à la situation des exilés risque de faire grandement pousser les votes extrêmes et nauséabonds aux prochaines élections.

La réunion est levée un peu après 20 heures.

D.P. bénévole à Salam.